

Conseil

C/Analysis/2020/2

Document d'analyse

Original : anglais

Date : 22 mai 2020

DOCUMENT D'ANALYSE SERVANT DE BASE À LA PROCÉDURE D'EXAMEN PAR CORRESPONDANCE DE LA CONFORMITÉ DU PROJET DE LOI SUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES DES ÉMIRATS ARABES UNIS AVEC L'ACTE DE 1991 DE LA CONVENTION UPOV*Document établi par le Bureau de l'Union**Avertissement : le présent document ne représente pas les principes ou les orientations de l'UPOV*

1. Dans une lettre datée du 28 avril 2020, adressée au Secrétaire général de l'UPOV, S. E. le Sultan Abdulla AlHebsi, sous-secrétaire adjoint au secteur des régions du Ministère du changement climatique et de l'environnement, a demandé l'examen de la conformité du projet de loi sur la protection des obtentions végétales des Émirats arabes unis (ci-après dénommé "projet de loi"), avec l'Acte de 1991 de la Convention UPOV (ci-après dénommé "Acte de 1991"). La lettre fait l'objet de l'annexe I du présent document. L'annexe II contient une copie de la traduction en anglais du projet de loi.

PROCÉDURE D'EXAMEN DES LOIS OU PROJETS DE LOI PAR CORRESPONDANCE

2. L'article 34.3) de l'Acte de 1991 prévoit que "[t]out État qui n'est pas membre de l'Union ou toute organisation intergouvernementale demande, avant de déposer son instrument d'adhésion, l'avis du Conseil sur la conformité de sa législation avec les dispositions de la présente Convention. Si la décision faisant office d'avis est positive, l'instrument d'adhésion peut être déposé".

3. Dans le cadre de l'organisation d'une seule série de sessions à partir de 2018, et afin de faciliter l'examen de la législation des futurs membres, le Conseil a, à sa cinquante et unième session ordinaire tenue à Genève le 26 octobre 2017, approuvé les propositions de modification du document UPOV/INF/13/1 "Document d'orientation concernant la procédure à suivre pour devenir membre de l'UPOV" en vue d'instaurer une procédure concernant l'examen des lois par correspondance et adopté la révision du document UPOV/INF/13/1 (document UPOV/INF/13/2) (voir le paragraphe 20.g) du document C/51/22 "Compte rendu".

4. Compte tenu de ce qui précède, la procédure d'examen des lois ou projets de loi par correspondance figurant dans le document [UPOV/INF/13/2](#) "Document d'orientation concernant la procédure à suivre pour devenir membre de l'UPOV" prévoit ce qui suit :

Applicabilité de la procédure d'examen du projet de loi par correspondance

"11. La procédure concernant l'examen des lois par correspondance s'applique si :

"i) la requête est reçue moins de quatre semaines avant la semaine de la session ordinaire du Conseil la plus rapprochée et plus de six mois avant la date de la session ordinaire suivante du Conseil; et

"ii) l'analyse du Bureau de l'Union prévoit une décision positive et ne recense aucun problème majeur au sujet de la conformité de la législation avec la Convention UPOV."

5. Conformément au paragraphe 11 du document UPOV/INF/13/2, la lettre contenant la demande d'examen du projet de loi a été reçue le 28 avril 2020, soit plus de six mois avant la date de la cinquante-troisième session ordinaire du Conseil. Le Bureau de l'Union prévoit une décision positive et ne recense aucun problème majeur au sujet de la conformité du projet de loi avec la Convention UPOV.

Publication du document d'analyse et du projet de loi sur le site Web de l'UPOV

"14. [...]

"i) le document d'analyse et la loi sont publiés sur le site Web de l'UPOV dans un délai de six semaines après réception de la demande et les membres et observateurs auprès du Conseil en sont informés en conséquence; et

"ii) les membres et observateurs ont la possibilité de formuler des observations dans les 30 jours à compter de la date de publication du document d'analyse sur le site Web de l'UPOV."

6. Conformément au paragraphe 14 du document UPOV/INF/13/2, le Bureau de l'Union a publié le présent document d'analyse concernant les Émirats arabes unis (document C/Analysis/2020/2) pour permettre aux membres du Conseil et aux observateurs de formuler des observations (voir la circulaire de l'UPOV E-20/051 du 22 mai 2020). L'annexe II du présent document contient la traduction en anglais du projet de loi des Émirats arabes unis.

GÉNÉRALITÉS

7. Le 16 janvier 2013, le Bureau de l'Union a reçu de M. Mohamed Makkawi, technicien des semences, Département de la diversité biologique, des ressources en eau, de la nature et de la conservation au Ministère de l'environnement et des eaux, une copie des versions arabe et anglaise de la loi fédérale n° (17) de 2009 sur la protection des obtentions végétales (loi de 2009). Après en avoir fait une première analyse, le Bureau de l'Union a informé M. Makkawi que, selon lui, plusieurs dispositions de la loi de 2009 ne correspondaient pas aux dispositions de l'Acte de 1991 de la Convention UPOV.

8. Le 13 septembre 2015, S. E. M. Al Hammadi, sous-secrétaire au Ministère de l'environnement et de l'eau, a demandé le statut d'observateur auprès du Conseil et une assistance en matière législative. Le 11 décembre 2015, le Bureau de l'Union a envoyé à la Mission permanente des Émirats arabes unis à Genève une note verbale accompagnant une lettre adressée à S. E. M. Al Hammadi, contenant les observations détaillées du Bureau de l'Union sur la conformité de la loi à l'Acte de 1991.

9. Le 14 décembre 2015, à Dubaï (Émirats arabes unis), le Bureau de l'Union a participé à des consultations juridiques sur l'élaboration d'une législation sur la protection des obtentions végétales et sur des questions d'adhésion à l'UPOV. Le 18 décembre 2015, le Bureau de l'Union a envoyé des observations sur la loi reflétant les conclusions adoptées lors des consultations juridiques.

10. Le 21 octobre 2018, Mme Fatima Obaid Alkalbani, responsable du développement de l'agriculture au Ministère du changement climatique et de l'environnement, a rendu compte de l'état d'avancement du processus interne de modification de la loi et demandé des informations sur les contributions relatives à l'adhésion à l'UPOV.

11. Le 27 octobre 2019, Mme AL-Akel, responsable des organisations internationales au bureau des Émirats arabes unis auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Genève, a présenté au Bureau de l'Union un projet de loi accompagné d'une demande d'observations. Le 20 décembre 2019, le Bureau de l'Union a formulé des observations sur le projet de loi daté du 27 octobre 2019.

12. Le 27 février 2020, M. Mohamed Ahmed Hamdan Al Dhanhani, directeur du département du développement agricole et de la santé au Ministère du changement climatique et de l'environnement, a remis au Bureau de l'Union une autre traduction en anglais du projet de loi et la version originale en arabe. Afin de clarifier les divergences entre les deux versions linguistiques, et après consultation du Gouvernement des Émirats arabes unis, le Bureau de l'Union a pris les dispositions nécessaires pour que la traduction en anglais soit vérifiée par rapport à la version originale en arabe. La vérification a confirmé l'existence de certaines divergences entre les deux versions linguistiques.

13. Le 10 avril 2020, le Bureau de l'Union a reçu une version actualisée de la traduction en anglais vérifiée du projet de loi. Les 14 et 22 avril 2020, le Bureau de l'Union a formulé des observations sur la traduction en anglais vérifiée du projet de loi et a fourni des informations sur la procédure d'examen du projet de loi par correspondance.

BASE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES AUX ÉMIRATS ARABES UNIS

14. Aux Émirats arabes unis, la protection des obtentions végétales conformément à l'Acte de 1991 sera régie par le projet de loi lorsque celui-ci aura été adopté. On trouvera ci-après une analyse de ce projet dans l'ordre des dispositions de droit matériel de l'Acte de 1991.

Article premier de l'Acte de 1991 : Définitions

15. L'article 1 du projet de loi contient des définitions d'obtenteur et de variété correspondant aux définitions figurant respectivement aux alinéas iv) et vi) de l'article premier de l'Acte de 1991.

Article 2 de l'Acte de 1991 : Obligation fondamentale des parties contractantes

16. L'article 2.1) du projet de loi traite de la protection et de l'octroi des droits d'obtenteur.

Article 3 de l'Acte de 1991 : Genres et espèces devant être protégés

17. L'article 2.2) du projet de loi prévoit que "[l]a présente loi s'applique à la date de son entrée en vigueur à tous les genres et espèces végétaux", ce qui correspond aux dispositions de l'article 3.2)ii) de l'Acte de 1991.

Article 4 de l'Acte de 1991 : Traitement national

18. En ce qui concerne les personnes autorisées à déposer des demandes, le projet de loi n'impose aucune restriction quant à la nationalité ou au domicile des personnes physiques ou au siège des personnes morales. L'article 12 du projet de loi relatif au "droit de priorité" couvre les conditions des membres de l'Union. Le projet de loi correspond aux conditions de l'article 4 de l'Acte de 1991.

Articles 5 à 9 de l'Acte de 1991 : Conditions de la protection, nouveauté, distinction, homogénéité et stabilité

19. Les articles 5 à 9 du projet de loi contiennent des dispositions concernant les conditions de protection qui correspondent aux dispositions des articles 5 à 9 de l'Acte de 1991.

20. L'article 6.2) et 3) du projet de loi contient des dispositions relatives à la disposition facultative de l'article 6.2) "Variétés de création récente" de l'Acte de 1991 comme suit :

"2) Lorsque, conformément à l'article 2.2), la présente loi devient applicable à des genres ou espèces végétaux auxquels elle ne s'appliquait pas précédemment, les variétés appartenant à ces genres ou espèces végétaux sont considérées comme satisfaisant à la condition de nouveauté définie à l'alinéa 1) du présent article même si la vente ou la remise à des tiers mentionnée dans ledit alinéa a eu lieu sur le territoire des Émirats arabes unis dans les quatre ans précédant la date de dépôt de la demande ou, dans le cas des arbres ou de la vigne, dans les six ans précédant cette date.

"3) La disposition prévue à l'alinéa 2) du présent article s'applique uniquement aux demandes de droit d'obtenteur déposées dans un délai maximum d'un an après que les dispositions de la loi sont devenues applicables aux genres ou espèces concernés."

Article 10 de l'Acte de 1991 : Dépôt de demandes

21. L'article 11 du projet de loi contient des dispositions relatives au dépôt des demandes. Le projet de loi ne semble pas contenir de dispositions contraires à l'article 10 de l'Acte de 1991.

Article 11 de l'Acte de 1991 : Droit de priorité

22. L'article 12 du projet de loi contient des dispositions sur le droit de priorité qui correspondent aux dispositions de l'article 11 de l'Acte de 1991.

Article 12 de l'Acte de 1991 : Examen de la demande

23. L'article 19 du projet de loi contient des dispositions relatives à l'examen de la demande qui correspondent aux dispositions de l'article 12 de l'Acte de 1991.

Article 13 de l'Acte de 1991 : Protection provisoire

24. L'article 21 du projet de loi contient des dispositions relatives à la protection provisoire qui correspondent aux dispositions de l'article 13 de l'Acte de 1991, comme suit :

"1) La protection provisoire est accordée afin de sauvegarder les intérêts de l'obteneur pendant la période comprise entre la publication de la demande d'octroi d'un droit d'obteneur et l'octroi de ce droit.

"2) Le demandeur est réputé être le titulaire du droit d'obteneur à l'égard de celui qui, dans l'intervalle prévu à l'alinéa 1), a accompli des actes qui, après l'octroi du droit, requièrent l'autorisation de l'obteneur conformément aux dispositions de l'article 14. Le demandeur a les mêmes droits en matière de conclusion d'accords de licence ou d'engagement d'une action en justice que si, à la date de la publication, le droit d'obteneur lui avait été octroyé à l'égard de la variété concernée. Les droits visés dans le présent alinéa sont réputés ne pas être conférés si le droit n'est pas octroyé."

Article 14 de l'Acte de 1991 : Étendue du droit d'obteneur

25. L'article 14 du projet de loi contient des dispositions sur l'étendue du droit d'obteneur qui correspondent aux dispositions de l'article 14 de l'Acte de 1991.

26. L'article 14.2)b) du projet de loi contient des dispositions relatives à la disposition facultative prévue à l'article 14.3) "Actes à l'égard de certains produits" de l'Acte de 1991, comme suit :

"b) à l'égard des produits fabriqués directement à partir d'un produit de récolte de la variété protégée couvert par les dispositions de l'alinéa 2)a) du présent article par utilisation non autorisée dudit produit de récolte, à moins que l'obteneur ait raisonnablement pu exercer son droit en relation avec ledit produit de récolte."

Article 15 de l'Acte de 1991 : Exceptions au droit d'obteneur

27. L'article 15.1) du projet de loi contient des dispositions relatives aux exceptions obligatoires au droit d'obteneur qui correspondent aux dispositions de l'article 15.1) de l'Acte de 1991.

28. L'article 15.2) à 4), du projet de loi contient des dispositions concernant l'exception facultative prévue à l'article 15.2) de l'Acte de 1991, comme suit :

"2) Les petits agriculteurs ne portent pas atteinte au droit d'obteneur, à l'égard des variétés figurant dans la liste de plantes agricoles, s'ils utilisent à des fins de reproduction ou de multiplication, sur leur propre exploitation, le produit de la récolte qu'ils ont obtenu par la mise en culture, sur leur propre exploitation, de la variété protégée ou d'une variété visée à l'alinéa 3)a)i) ou ii) de l'article 14 de la présente loi, à la condition que cette utilisation reste dans des limites raisonnables et sous réserve de la sauvegarde des intérêts légitimes de l'obteneur.

"3) Les variétés de plantes fruitières, ornementales, potagères et forestières sont exclues de l'exception prévue à l'alinéa 2) du présent article.

"4) Les conditions d'application des dispositions de l'alinéa 2) du présent article, en ce qui concerne la liste des plantes agricoles et les informations à fournir par l'agriculteur à l'obteneur, sont précisées dans le règlement."

Article 16 de l'Acte de 1991 : Épuisement du droit d'obteneur

29. L'article 16 du projet de loi contient des dispositions relatives à l'épuisement du droit d'obteneur qui correspondent aux dispositions de l'article 16 de l'Acte de 1991.

Article 17 de l'Acte de 1991 : Limitation de l'exercice du droit d'obtenteur

30. L'article 25 du projet de loi contient des dispositions relatives à la limitation de l'exercice du droit d'obtenteur qui correspondent aux dispositions de l'article 17 de l'Acte de 1991.

Article 18 de l'Acte de 1991 : Réglementation économique

31. L'article 28 du projet de loi contient des dispositions relatives à la réglementation économique qui correspondent aux dispositions de l'article 18 de l'Acte de 1991. Le projet de loi ne semble pas contenir de dispositions contraires à l'article 18 de l'Acte de 1991.

Article 19 de l'Acte de 1991 : Durée du droit d'obtenteur

32. L'article 17 du projet de loi contient des dispositions relatives à la durée du droit d'obtenteur qui correspondent aux dispositions de l'article 19 de l'Acte de 1991.

Article 20 de l'Acte de 1991 : Dénomination de la variété

33. L'article 18 du projet de loi contient des dispositions sur la dénomination de la variété qui correspondent aux dispositions de l'article 20 de l'Acte de 1991.

Article 21 de l'Acte de 1991 : Nullité du droit d'obtenteur

34. L'article 23 du projet de loi contient des dispositions sur la nullité du droit d'obtenteur qui correspondent aux dispositions de l'article 21 de l'Acte de 1991.

Article 22 de l'Acte de 1991 : Déchéance de l'obtenteur

35. L'article 24 du projet de loi contient des dispositions sur la déchéance de l'obtenteur qui correspondent aux dispositions de l'article 22 de l'Acte de 1991.

Article 30 de l'Acte de 1991 : Application de la convention

36. En ce qui concerne l'obligation de "prévoir les recours légaux appropriés permettant de défendre efficacement les droits d'obtenteur" (article 30.1)i) de l'Acte de 1991), l'article 26 du projet de loi prévoit ce qui suit :

"1) Les sanctions prévues par la présente loi ne portent pas préjudice aux sanctions plus sévères prévues par toute autre loi.

"2) Les recours légaux suivants sont prévus pour défendre les droits d'obtenteur :

"a) Quiconque enfreint les dispositions des articles 14 et 21 de la présente loi est passible d'une peine d'emprisonnement minimale de deux mois et d'une amende de dix mille à deux cent cinquante mille dirhams.

"b) La sanction est doublée est cas de récidive.

"c) Le tribunal peut ordonner la saisie du matériel illicite et ordonne sa destruction aux frais de l'auteur de l'atteinte ou sa cession. Il peut également, si l'atteinte est commise au nom ou dans l'intérêt d'une personne morale, ou d'un établissement commercial ou professionnel, ordonner sa fermeture pour une période n'excédant pas six mois, ainsi que la publication du résumé du jugement dans un ou plusieurs quotidiens aux frais de l'auteur de l'atteinte.

"d) Quiconque enfreint une autre disposition de la présente loi est puni d'une amende de dix mille à deux cent cinquante mille dirhams."

37. Les articles 1, 4 et 18.3) du projet de loi désignent le directeur de l'enregistrement comme personne officiellement chargée d'octroyer des droits d'obteneur conformément aux dispositions de l'article 30.1)ii) de l'Acte de 1991.

38. L'article 20 du projet de loi reprend l'obligation de publier les renseignements sur les demandes de droits d'obteneur, les droits d'obteneur délivrés et les dénominations proposées et approuvées, telle qu'elle est énoncée à l'article 30.1)iii) de l'Acte de 1991.

Conclusion générale

39. De l'avis du Bureau de l'Union, le projet de loi contient les dispositions de droit matériel de l'Acte de 1991. Ainsi, dès que le projet de loi aura été adopté sans modification et que la loi sera entrée en vigueur, les Émirats arabes unis seront en mesure de "donner effet" aux dispositions de l'Acte de 1991, comme le requiert l'article 30.2) de celui-ci.

[Les annexes suivent]

ANNEXE I

Traduction d'une lettre datée du 28 avril 2020 (référence MOCCA/E/EA/1584/2020)

adressée par : Sous-secrétaire
 Ministère du changement climatique et de l'environnement
 Émirats arabes unis

à : M. Francis Gurry
 Secrétaire général
 Union internationale pour la protection des obtentions végétales
 (UPOV)

OBJET : PRÉSENTATION DU PROJET DE LOI SUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES
AU CONSEIL DE L'UPOV

Monsieur le Secrétaire général,

Nous avons le plaisir de vous informer que le Ministère du changement climatique et de l'environnement des Émirats arabes unis a approuvé un projet de loi fédérale portant modification de la loi fédérale n° (17) de 2009 sur la protection des obtentions végétales. Nous souhaitons également vous informer que la publication officielle de la loi devra suivre la procédure gouvernementale, qui prendra du temps.

Les Émirats arabes unis souhaitent adhérer à la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972, le 23 octobre 1978 et le 19 mars 1991 (Convention UPOV).

Conformément aux dispositions de l'article 34.3) de la Convention UPOV, je saurais gré au Conseil de l'UPOV d'examiner par correspondance la conformité du projet de loi des Émirats arabes unis avec les dispositions de la Convention UPOV.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma considération distinguée.

(Signé)

Pièce jointe : [Traduction du projet de loi en anglais]

[L'annexe II suit]

ANNEX II / ANNEXE II / ANLAGE II / ANEXO II
[in English only / en anglais seulement / nur auf Englisch / solamente en inglés]

Translation in English of the Draft Law on Plant Variety Protection of the United Arab Emirates of April 2020

Article 1

Definitions

In the course of applying the provisions of this Law, the following words and expressions shall have the meaning assigned to each of them, unless the context otherwise requires:

The State: United Arab Emirates.

Ministry: Ministry of Climatic Change and Environment (MOCCAE).

Minister: Minister of Climatic Change and Environment

Variety means any plant grouping within a single botanical taxon of the lowest known rank, which grouping, irrespective of whether the conditions for the grant of a breeder's right are fully met, can be defined by the expression of the characteristics resulting from a given genotype or combination of genotypes, and distinguished from any other plant grouping by the expression of at least one of the said characteristics and considered as a unit with regard to its suitability for being propagated unchanged.

Breeder means the person who bred, or discovered and developed, a variety, the person who is the employer of the aforementioned person or who has commissioned the latter's work, or the legal successor in title of the first or second aforementioned person, as the case may be.

Plant breeder's right certificate: A document issued as evidence of a grant of a breeder's right.

Breeder's right means the right of the breeder provided for in this Law;

Register: Register of new varieties of plants and breeders' rights.

Registrar: Registrar of new varieties of plants and the breeders' rights who is appointed by the Minister.

Protected variety: A variety that has been granted a breeder's right in accordance with the provisions of this Law.

Applicant: The person who applies for a grant of a breeder's right.

Holder of the breeder's right: The breeder whom the registrar grants a breeder's right.

Breeder's right certificate holder: Any person awarded the certificate of a breeder's right.

Propagating material: Any plant material or parts, cells, tissues, organs or a genetic material of plants, that can be used for the propagation of plants or for reproduction by seedling, cultivation or grafting or budding.

UPOV : the International Union for the Protection of New Varieties of Plants founded by the International Convention for the Protection of New Varieties of Plants of 1961 and further mentioned in the Act of 1972, the Act of 1978 and in the 1991 Act;

Member of UPOV: a State party to the UPOV Convention of 1961 / Act of 1972 or the Act of 1978 or a Contracting Party to the 1991 Act;

Regulations: the Regulations and Ministerial Decisions issued under this Law.

Article 2

Objectives of the law and its scope

- (1) The objective of the Law is to grant and protect breeders' rights.
- (2) This Law shall be applied on the date of its coming into force to all plant genera and species.

Article 3

Register of New Plants Varieties Protection

A register is designated in the Ministry under the name "Register of the New Plant Varieties Protection" concerning new plant varieties and breeders' rights in accordance with the provisions of this Law and the Regulations.

Article 4

The Registrar, and its tasks

The Minister shall appoint a Registrar for supervising the register, and undertaking the competences stipulated in this Law, particularly the following:

1. The Registrar shall carry out any other tasks in accordance with the provisions of this Law and its by-law.
2. Coordinating with the international, regional and local bodies involved in the registrar's work.
3. Any other tasks assigned by the Minister in connection to the objectives of this Law.

Article 5

Conditions of protection

(1) The breeder's right shall be granted where the variety is:

1. new
2. distinct
3. uniform
4. stable

(2) The grant of the breeder's right shall not be subject to any further or different conditions, provided that the variety is designated by a denomination in accordance with the provisions of Article 18, that the applicant complies with the formalities provided for in this Law and that he pays the required fees.

Article 6

Novelty

(1) The variety shall be deemed to be new if, at the date of filing of the application for a breeder's right, propagating or harvested material of the variety has not been sold or otherwise disposed of to others, by or with the consent of the breeder, for purposes of exploitation of the variety:

(i) in the territory of the United Arab Emirates earlier than one year before the date of filing of the application and

(ii) in a territory other than that of the United Arab Emirates earlier than four years or, in the case of trees or of vines, earlier than six years before the said date.

(2) Where, according to Article 2(2), this Law applies to a plant genus or species to which it did not previously apply, varieties belonging to such plant genus or species shall be considered to satisfy the condition of novelty defined in paragraph (1) of this Article even where the sale or disposal of to others described in that paragraph took place in the territory of United Arab Emirates within four years before the filing date or, in the case of trees or of vines, within six years before the said date.

(3) The provision under paragraph (2) of this Article, shall only apply to applications for a breeder's right filed within one year, at the latest, after the provisions of the Law apply to the genera or species concerned.

Article 7

Distinctness

The variety shall be deemed to be distinct if it is clearly distinguishable from any other variety whose existence is a matter of common knowledge at the time of filing the application. In particular, the filing of an application for the granting of a breeder's right or for the entering of another variety in an official register of varieties, in any country, shall be deemed to render that other variety a matter of common knowledge from the date of the application, provided that the application leads to the granting of a breeder's right or to the entering of the said other variety in the official register of varieties, as the case may be.

Article 8

Uniformity

The variety shall be deemed to be uniform if, subject to the variation that may be expected from the particular features of its propagation, it is sufficiently uniform in its relevant characteristics.

Article 9

Stability

The variety shall be deemed to be stable if its relevant characteristics remain unchanged after repeated propagation or, in the case of a particular cycle of propagation, at the end of each such cycle.

Article 10

The person entitled to the breeder's right

The person entitled to the breeder's right is the breeder in accordance with the definition in Article 1 of the Law

Article 11

Filing of Application

Applications for the grant of a breeder's right shall be subject to the following requirements:

- (1) The filing date of the application for a breeder's right shall be the date of receipt of the application duly filed as prescribed by the Regulations.
- (2) MOCCAIE shall not refuse to grant a breeder's right or limit its duration on the ground that protection for the same variety has not been applied for, has been refused or has expired in any other State or intergovernmental organization.

Article 12

Right of priority

- (1) Any breeder who has duly filed an application for the protection of a variety in a Member of UPOV (the "first application") shall, for the purpose of filing an application for the grant of a breeder's right for the same variety with the Registrar, enjoy a right of priority for a period of 12 months. This period shall be computed from the date of filing of the first application. The day of filing shall not be included in the latter period.
- (2) Events occurring within the period provided for in paragraph (1), such as the filing of another application or the publication or use of the variety that is the subject of the first application, shall not constitute a ground for rejecting the subsequent application. Such events shall also not give rise to any third-party right.
- (3) In order to benefit from the right of priority, the breeder shall, in the application filed with the Registrar, claim the priority of the first application. The Registrar shall require the breeder to furnish, within a period of not less than three months from the filing date of the application, a copy of the documents which constitute the first application, certified to be a true copy by the authority with which that first application was filed, and samples or other evidence that the variety which is the subject matter of both applications is the same.
- (4) The breeder shall be allowed a period of two years after the expiration of the period of priority or, where the first application is rejected or withdrawn, an appropriate time, after such rejection or withdrawal, in which to furnish, to the Registrar, any necessary information, document or material required for the purpose of the examination under Article 19 of this Law.

Article 13

Transfer of Applications and Rights

Applications for and grants of breeders' rights may be transferred to others. Such transfers shall be notified to the Registrar.

Changes of applicants or holders of the breeders' rights shall be published in accordance with the Regulations under this Law.

Article 14

Scope of the Breeder's Right

(1) (a) Subject to Articles 15 and 16 of this Law, the following acts in respect of the propagating material of the protected variety shall require the authorization of the breeder:

- (i) Production or reproduction (multiplication)
- (ii) Conditioning for the purpose of propagation
- (iii) Offering for sale
- (iv) Selling or other marketing
- (v) Exporting
- (vi) Importing
- (vii) Stocking for any of the purposes mentioned above (i-vi).

(b) The breeder may make the authorization mentioned in the paragraph above, subject to conditions and limitations.

(2) Subject to Articles 15 and 16, the acts referred to in items (i) to (vii) of subparagraph (1)(a) of this Article, shall require authorization by the breeder in the following cases:

(a) in respect of harvested material, including entire plants and parts of plants, obtained through the unauthorized use of propagating material of the protected variety, unless the breeder has had reasonable opportunity to exercise his right in relation to the said propagating material.

(b) in respect of products made directly from harvested material of the protected variety falling within the provisions of paragraph (2a) of this item through the unauthorized use of the said harvested material, unless the breeder has had reasonable opportunity to exercise his right in relation to the said harvested material.

(3) (a) The provisions of paragraphs (1) and (2) shall also apply in relation to

- (i) varieties which are essentially derived from the protected variety, where the protected variety is not itself an essentially derived variety,
- (ii) varieties which are not clearly distinguishable in accordance with Article 7 from the protected variety and
- (iii) varieties whose production requires the repeated use of the protected variety.

(b) For the purposes of subparagraph (a)(i), a variety shall be deemed to be essentially derived from another variety ("the initial variety") when

- (i) it is predominantly derived from the initial variety, or from a variety that is itself predominantly derived from the initial variety, while retaining the expression of the essential characteristics that result from the genotype or combination of genotypes of the initial variety,
- (ii) it is clearly distinguishable from the initial variety and

(iii) except for the differences which result from the act of derivation, it conforms to the initial variety in the expression of the essential characteristics that result from the genotype or combination of genotypes of the initial variety.

(c) Essentially derived varieties may be obtained for example by the selection of a natural or induced mutant, or of a somaclonal variant, the selection of a variant individual from plants of the initial variety, backcrossing, or transformation by genetic engineering.

Article 15

Exceptions to the Breeder's Right

(1) The breeder's right shall not extend to

(i) acts done privately and for non-commercial purposes,

(ii) acts done for experimental purposes and

(iii) acts done for the purpose of breeding new varieties, and, except where the provisions of Article 14(3) apply, acts referred to in Article 14(1) and (2) in respect of such other varieties.

(2) Small farmers shall not infringe the breeder's right, in relation to varieties included in a list of agricultural plants, if they use for propagating purposes, on their own holdings, the product of the harvest which they have obtained by planting, on their own holdings, the protected variety or a variety covered by Article 14(3)(a)(i) or (ii) of this Law, provided that this use is within reasonable limits and subject to the safeguarding of the legitimate interests of the breeder.

(3) The varieties of fruit, ornamentals, vegetables and forest plants are excluded from the exception under paragraph (2) of this Article.

(4) The conditions for the implementation of the provisions under paragraph (2) of this Article, in respect of the list of agricultural plants and the information to be provided by the farmer to the breeder, shall be stipulated in the regulations.

Article 16

Exhaustion of the Breeder's Right

(1) The breeder's right shall not extend to acts concerning any material of the protected variety, or of a variety covered by the provisions of Article 14(3), which has been sold or otherwise marketed by the breeder or with his consent in the territory of the United Arab Emirates, or any material derived from the said material, unless such acts

(a) involve further propagation of the variety in question or

(b) involve an export of material of the variety, which enables the propagation of the variety, into a country which does not protect varieties of the plant genus or species to which the variety belongs, except where the exported material is for final consumption purposes.

(2) For the purposes of paragraph (1), "material" means, in relation to a variety,

(a) propagating material of any kind,

(b) harvested material, including entire plants and parts of plants, and

- (c) any product made directly from the harvested material.

Article 17

Term of Protection

The breeder's right shall be granted for a period of 20 years from the date of the grant of the breeder's right. For trees and vines, the said period shall be 25 years from the said date.

Article 18

Variety denomination

(1) The variety shall be designated by a denomination which will be its generic designation. Subject to paragraph (4), no rights in the designation registered as the denomination of the variety shall hamper the free use of the denomination in connection with the variety, even after the expiration of the breeder's right.

(2) The denomination must enable the variety to be identified. It may not consist solely of figures except where this is an established practice for designating varieties. It must not be liable to mislead or to cause confusion concerning the characteristics, value or identity of the variety or the identity of the breeder. In particular, it must be different from every denomination which designates, in the territory of any member of UPOV, an existing variety of the same plant species or of a closely related species.

(3) The denomination of the variety shall be submitted by the breeder to the Registrar. If it is found that the denomination does not satisfy the requirements of paragraph (2), the Registrar shall refuse to register it and shall require the breeder to propose another denomination within a prescribed period. The denomination shall be registered by the Registrar at the same time as the breeder's right is granted.

(4) Prior rights of third persons shall not be affected. If, by reason of a prior right, the use of the denomination of a variety is forbidden to a person who, in accordance with paragraph (7) of this Article, is obliged to use it. The Registrar shall require the breeder to submit another denomination for the variety.

(5) A variety must be submitted to all members of UPOV under the same denomination. The Registrar shall register the denomination so submitted, unless it considers the denomination unsuitable. In the latter case, it shall require the breeder to submit another denomination.

(6) The Registrar ensures that the authorities of the members of UPOV are informed of matters concerning variety denominations, in particular the submission, registration and cancellation of denominations. Any Member of UPOV may address its observations, if any, on the registration of a denomination to the Registrar.

(7) Any person who offers for sale or markets propagating material of a variety protected within the territory of the United Arab Emirates is obliged to use the denomination of that variety, even after the expiration of the breeder's right in that variety, except where, in accordance with the provisions of paragraph (4), prior rights prevent such use.

(8) When a variety is offered for sale or marketed, it is permitted to associate a trademark, trade name or other similar indication with a registered variety denomination. If such an indication is so associated, the denomination must nevertheless be easily recognizable.

Article 19

Examination of the Application

Any decision to grant a breeder's right shall require an examination for compliance with the conditions under Articles 5 to 9. In the course of the examination, the Registrar may grow the variety or carry out other necessary tests, cause the growing of the variety or the carrying out of other necessary tests, or take into account the results of growing tests or other trials which have already been carried out. For the purposes of examination, the Registrar may require the breeder to furnish all the necessary information, documents or material as specified in the regulations.

Article 20

Publication

The public shall be informed concerning

- applications for and grants of breeders' rights, and
- proposed and approved denominations.

Article 21

Provisional Protection

(1) Provisional protection is provided to safeguard the interests of the breeder during the period between the publication of the application for the grant of a breeder's right and the grant of that right.

(2) The applicant is considered to be the holder of a breeder's right in relation to any person who, during the period provided in paragraph (1), has carried out acts which, once the right is granted, require the breeder's authorization as provided in Article 14. The applicant shall have the same rights to enter into license agreements and to initiate legal proceedings as if on the publication date the breeder's right had been granted to the applicant in respect of the variety concerned. The rights conferred under this paragraph shall be deemed never to have been conferred if the right is not granted.

Article 22

Renunciation

The breeder's right is considered as terminated in case of renunciation of that right by its holder before the expiration of the term of protection. Renunciation must be notified in writing by the holder of the breeder's right to the Registrar as prescribed by the Regulations. The date of the notification shall be considered as the date of renunciation of the breeder's right.

Article 23

Nullity of the Breeder's Right

(1) The breeder's right shall be declared null and void when it is established

(i) that the conditions laid down in Articles 6 or 7 were not complied with at the time of the grant of the breeder's right,

(ii) that, where the grant of the breeder's right has been essentially based upon information and documents furnished by the breeder, the conditions laid down in Articles 8 or 9 were not complied with at the time of the grant of the breeder's right, or

(iii) that the breeder's right has been granted to a person who is not entitled to it, unless it is transferred to the person who is so entitled.

(2) No breeder's right shall be declared null and void for reasons other than those referred to in paragraph (1).

Article 24

Cancellation of the Breeder's Right

(1) (a) The breeder's right shall be cancelled if it is established that the conditions laid down in Articles 8 or 9 are no longer fulfilled.

(b) Furthermore, the breeder's right shall be cancelled if, after being requested to do so and within the prescribed period,

(i) the breeder does not provide the Registrar with the information, documents or material deemed necessary for verifying the maintenance of the variety,

(ii) the breeder fails to pay such fees as may be payable to keep his right in force, or

(iii) the breeder does not propose, where the denomination of the variety is cancelled after the grant of the right, another suitable denomination.

(2) No breeder's right shall be cancelled for reasons other than those referred to in paragraph (1).

Article 25

Compulsory License from the Minister

The free exercise of a breeder's right shall not be restricted in the territory of the United Arab Emirates for reasons other than of public interest.

When any such restriction has the effect of the Minister, upon a recommendation of the Ministry of Defense or the Ministry of Interior, granting a compulsory license whereby a third party is authorized to perform any act for which the breeder's authorization is required, the breeder shall receive equitable remuneration.

Article 26

Penalties

(1) The penalties provided for in this Law do not prejudice any severer penalty stipulated in any other law.

(2) The following legal remedies shall be available for the enforcement of breeders' rights:

(a) Whoever violates the provisions of Articles 14 and 21 of this Law shall be punished by imprisonment for no less than two months and a fine of no less than ten thousand dirhams and no more than two hundred fifty thousand dirhams.

(b) The penalty shall be doubled in case of recidivism.

(c) The court may order the seizure of the infringing material and order its destruction at the expense of the infringer or its disposal. It may also, if the infringement is committed on behalf or for the interest of a legal person, or a commercial or professional establishment, order its closing down for a period not exceeding six months, and the publication of the summary of the judgment in one or more daily newspapers at the expense of the infringer.

(d) Anyone who violates any other provision of this Law shall be punished by a fine of no less than ten thousand dirhams and no more than two hundred fifty thousand dirhams.

Article 27

The Death of the Breeder without an Heir or Legatee

The Ministry shall exercise the right of the breeder on the protected variety if he dies without an heir or legatee.

Article 28

Measures Regulating Commerce

The breeder's right is independent of any measure to regulate the production, certification and marketing of material of varieties or the importing or exporting of such material.

In any case, such measures shall not affect the application of the provisions of this Law.

Article 29

Judicial Appeal Period

Judicial appeal is allowed to be filed against the administrative decisions issued pursuant to this Law and in accordance with applicable procedures during the period of sixty days from the date of publication in the Official Gazette or from the date of the notification of the decision to the interested party, as the case may be.

Article 30

Supervision

The Minister of Justice shall, issue a decision, in agreement with the Minister, to select staff that will have the status of judicial officers in the application of the provisions of this Law.

Implementation

Supervision over the implementation of this Law, shall be performed by the Ministry.

Article 31

Annual Fees

The holder of the breeder's right shall pay the prescribed annual fees during the first thirty days of each year of the term of protection.

Article 32

Schedule of Fees

The Cabinet shall issue a resolution specifying the prescribed fees in accordance with the provisions of this Law.

Article 33

The Minister shall issue the Regulations of this Law, and the decisions necessary for its implementation.

Article 34

Any provision in other Laws contrary to or inconsistent with the provisions of this Law shall be invalid.

Article 35

This Law shall be published in the Official Gazette, and shall come into force as of the day following the date of its publication.

[End of Annex II and of document /
Fin de l'annexe II et du document /
Ende der Anlage II und des Dokuments /
Fin del Anexo II y del documento]